



REGERINGSKANSLIET

Ministère des Affaires Étrangères

Direction Presse et Information

Sous réserve de modifications

NE PAS PUBLIER AVANT
MARDI 14 SEPTEMBRE 14 H

(Traduction non officielle)

Déclaration de politique générale du Gouvernement
présentée le mardi 14 septembre 1999 devant le Riksdag
par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,
Altesses Royales,
Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les députés,

Aujourd'hui se réunit le Riksdag appelé à faire passer la Suède de ce millénaire dans le nouveau.

Cet événement est symbolique. Quarante générations ont, au cours de ce millénaire, fait passer notre pays des errements de la superstition aux lumières de la science. Il a fallu quatre générations pour que s'effectue la révolution industrielle. Il en a suffi d'une pour informatiser la Suède.

Les idées de justice et d'égalité n'ont cessé, au cours de la vertigineuse évolution de notre civilisation, d'alimenter les rêves et les espoirs des êtres humains. De la démocratie des villes grecques aux revendications de liberté, d'égalité et de fraternité de la Révolution française. Du message du Sermon sur la montagne, suivant lequel la lumière doit profiter à tous, au rêve de Martin Luther King.

L'idéal humaniste – égalité et solidarité – est éternel. Sa mise en pratique, par la généralisation du droit de vote et la multiplication des régimes démocratiques, constitue le plus grand progrès du XX^e siècle.

Il y a dix ans, le mur de Berlin s'effondrait. Les menaces qu'avait engendrées la guerre froide contre la vie et les valeurs humaines se dissipaient. Le communisme était renversé en Europe. Les ennemis d'antan peuvent aujourd'hui, alors que touchent à leur fin les années 90, faire ensemble du secteur de la Baltique une région d'avenir en rapide expansion. La coopération caractérise à nouveau notre continent.

Le développement économique de notre pays est puissant. Dans quelques années seulement, il nous sera possible d'atteindre l'objectif qui vise à assurer un travail à quatre-vingt pour cent des personnes de 20 à 64 ans. Le chômage déclaré devrait, dès l'an prochain, pouvoir être ramené à quatre pour cent.

Il nous est possible de mettre un terme à une décennie marquée par la crise financière, le chômage de masse et l'accroissement des disparités sociales. Grâce à la vigoureuse politique économique de ces dernières années, le peuple suédois est, pour la première fois depuis dix ans, en mesure de déterminer lui-même la voie qui le mènera vers l'avenir.

Les sacrifices consentis par les citoyens ont porté leurs fruits. Les excédents toujours plus importants des finances publiques seront, au cours de la législature, utilisés pour rembourser une partie de la dette publique, pour renforcer l'école, la santé et l'accueil des enfants et des personnes âgées, pour rembourser aux travailleurs une partie de leurs cotisations personnelles et pour contrecarrer les déséquilibres régionaux. Les disparités sociales pourront à nouveau s'estomper.

Économiquement, la Suède laisse derrière elle le XX^e siècle en position de force. C'est donc remplis d'espoirs légitimes et confiants en l'avenir que nous envisageons l'arrivée du XXI^e siècle. Le ralliement politique à la notion de solidarité apparaît de plus en plus, dans un tel contexte, comme le fondement du

développement futur de la Suède. La construction sociale pourra se poursuivre sur une base commune.

La Suède doit être une nation appartenant au groupe de tête des sociétés cognitives.

Les êtres humains seront, pour améliorer leur bien-être et réaliser leurs rêves, de plus en plus tributaires de leurs études et de leur savoir. D'un haut niveau de compétences dépendra l'expansion des entreprises suédoises sur le marché mondial.

Sa diversité, sa qualité font de la maternelle suédoise une école unique en son genre. Son rôle pédagogique sera développé en même temps qu'elle sera progressivement mise à la portée de tous. L'école doit donner à tous les enfants le soutien dont leurs aspirations ont besoin pour apprendre et pour se développer. Des efforts particuliers seront déployés pour améliorer l'aide destinée aux enfants des zones défavorisées des grandes agglomérations. Une nouvelle formation des maîtres sera ébauchée, le perfectionnement de leurs compétences sera facilité.

L'expansion de l'université se poursuit. Près de 100 000 nouvelles places auront, au total, été créées entre 1997 et 2002. Les étudiants devront disposer d'une plus grande influence sur le contenu de leurs études. Le choix des études devra cesser de se faire en fonction du sexe. La situation économique des étudiants sera améliorée par une refonte de l'aide aux études.

Une recherche de premier plan mondial est, en Suède, associée à un large éventail d'enseignements ouverts à tous. L'initiative gouvernementale en faveur du savoir donne à celles et à ceux qui n'ont eu accès à de bonnes connaissances de base la chance d'améliorer leur savoir et de se développer. L'amélioration des compétences dans la vie professionnelle devra être renforcée. Les crédits alloués à la recherche fondamentale et aux compétences de pointe seront augmentés.

Un projet de loi concernant la politique en matière de recherche sera présenté au Riksdag.

Le savoir et l'humanisme sont portés par une culture vivante dans laquelle l'être humain a accès à sa langue, peut exprimer ses désirs et ses rêves, formuler ses aspirations. La bibliothèque publique, l'éducation populaire et les espaces de réunions constituent des éléments inaliénables de la démocratie suédoise. La lecture doit être encouragée. De bonnes conditions doivent être données aux artistes pour travailler, trouver leur public et vivre de leur activité artistique.

La Suède doit être une nation appartenant au groupe de tête des sociétés de l'information.

La société de l'information transforme l'activité économique et la démocratie. Des connaissances jusqu'ici réservées à quelques privilégiés sont aujourd'hui à la portée de tous. Les déséquilibres régionaux peuvent être contrecarrés, la productivité augmenter et de nouvelles entreprises voir le jour. Les technologies de l'information doivent être un moyen permettant de renforcer liberté, participation et justice.

Le taux d'utilisation des ordinateurs est, en Suède, l'un des plus élevés du monde. La quasi-totalité des élèves a, dans l'école, accès à un ordinateur. Les entreprises suédoises excellent dans l'art d'utiliser, de développer et de fabriquer de multiples produits utilisés dans les technologies de l'information. C'est sur cette voie que nous continuerons.

La Suède doit exploiter ces technologies pour en faire des outils au service du bien-être et de la compétitivité. Les connaissances relatives aux technologies de l'information devront être diffusées à tous les niveaux du système éducatif. Les pouvoirs publics devront faire office de pionnier dans l'utilisation de ces nouvelles technologies. L'un des premiers centres européens de recherche en

micro-électronique intelligente, s'appuyant sur le silicium, sera implanté à Norrköping.

Le commerce électronique devra être stimulé. Les règles devront être claires et contribuer à une protection efficace des consommateurs. Des efforts continueront d'être déployés dans le domaine de la formation tant à l'école et dans les entreprises que dans les universités.

Il incombe à l'État de veiller à ce que l'ensemble du pays dispose d'infrastructures d'information fonctionnant de manière satisfaisante. Notre objectif est de faire en sorte que tout individu, toute entreprise puisse, à un coût abordable, avoir accès à des moyens rapides de transmission. Cela suppose des investissements dans des infrastructures d'information à large bande, investissements qui pourront être faits par des intérêts privés comme publics. Raccorder la totalité des communes suédoises à un réseau de base à large bande constituera, pour l'ensemble de la Suède, un moyen important lui permettant d'assurer sa compétitivité dans le siècle à venir. Un projet de loi sur les technologies de l'information sera, en l'an 2000, présenté au Riksdag.

La Suède doit être une nation de la diversité.

Jeunes et vieux, femmes et hommes, nés en Suède ou à l'étranger, nous souhaitons tous participer à l'édifice social et utiliser nos compétences, nos expériences. Personne ne doit être exclu. Chaque forme de discrimination, en constituant un outrage à la dignité humaine, freine l'évolution.

Les valeurs et conceptions des jeunes devront jouer un rôle plus important dans les décisions politiques. C'est la raison pour laquelle le gouvernement procédera au suivi du projet de loi relatif à la jeunesse en participant à un dialogue actif avec une large assemblée représentative des jeunes.

Cet automne, l'État signera, dans le but d'accroître l'égalité et de briser la ségrégation, un accord avec les municipalités de sept grandes agglomérations. Des efforts pour augmenter la connaissance du suédois seront entrepris. La Suède entière doit s'engager de manière active pour éradiquer idées fausses et préjugés et créer un monde d'ouverture et de tolérance.

Les travaux visant à améliorer la parité entre hommes et femmes devront être poursuivis. Des mesures visant à briser le découpage du marché du travail en fonction des sexes seront prises. Les différences, non motivées, de salaire entre hommes et femmes devront être combattues en étroite collaboration avec les partenaires sociaux. Des amendements à la législation relative à l'égalité des chances seront proposés. Le gouvernement accueillera, cet automne, une conférence européenne de haut niveau sur l'égalité entre hommes et femmes.

La Suède doit être une nation écologiquement en équilibre.

La politique environnementale est l'objet de la plus grande transformation qu'elle ait jamais connue. Le code de l'environnement est entré en vigueur.

D'importantes ressources supplémentaires sont allouées à la recherche, à la décontamination des sols, au chaulage et à la protection des forêts et des sols. Les programmes locaux d'investissements accroissent l'effort déployé pour favoriser le passage de l'ensemble du pays à une économie écologiquement viable. La mise en œuvre des quinze principaux objectifs fixés par le Riksdag en matière d'environnement imprègne l'ensemble de cette politique.

Une importante collaboration sera mise en place avec l'industrie du bâtiment, collaboration qui vise à moderniser la construction suédoise à l'aide de technologies écologiques. Logements, écoles, crèches et autres bâtiments seront classés en fonction de leurs qualités écologiques. La collaboration avec l'industrie automobile suédoise, dont l'objectif est de construire des véhicules adaptés à l'environnement, sera poursuivie. L'évolution de l'agriculture constituera un atout dans le passage à une société écologiquement viable.

La politique en matière de protection de la nature sera renforcée de manière à ce que l'ensemble de la population puisse avoir accès à nos richesses naturelles. En matière de produits chimiques, une nouvelle politique visera à faire disparaître de manière systématique les produits dangereux et à réduire leur usage. Le passage d'un transport routier à un transport ferroviaire des marchandises sera favorisé.

La reconversion énergétique se poursuit. Le premier réacteur de la centrale de Barsebäck sera fermé dans le courant de l'automne.

La politique de la Suède en faveur d'un développement viable au sein de l'UE s'intensifiera. Les menaces écologiques planétaires, les modifications climatiques et l'appauvrissement de la couche d'ozone par exemple, ne pourront être surmontées qu'en collaboration avec d'autres États.

La Suède se place en tête des États ayant ouvert la voie au passage à une société écologiquement viable. C'est de cette position de force que nous poursuivrons notre œuvre. Notre pays sera le théâtre d'une modernisation placée sous le signe de l'écologie. Nous créerons, grâce aux nouvelles technologies, économes en ressources, et aux autres avancées de la technique, un bien-être se voulant respectueux de l'environnement.

Nous veillerons à transmettre à la future génération une société dans laquelle les problèmes écologiques majeurs auront été résolus.

La Suède doit être une nation qui se développe grâce au travail et à l'esprit d'entreprise de ses habitants.

Ce sont plus de cent mille nouvelles entreprises qui se sont établies en Suède en trois ans. Cela crée de nouveaux emplois, accroît le bien-être et aiguise la concurrence et l'esprit d'innovation.

Cette évolution devra être soutenue par des aménagements fiscaux à caractère stratégique. Les possibilités d'expansion des entreprises seront améliorées par l'utilisation élargie des provisions. La plupart des restrictions d'ordre fiscal pour les sociétés à nombre réduit d'actionnaires seront supprimées. Le rachat par les entreprises de leurs propres actions sera rendu possible. Un allègement de l'imposition des experts étrangers sera proposé. Les taxes énergétiques appliquées à l'agriculture seront abaissées. L'État, en collaboration avec l'UE, renforcera ses apports de capitaux destinés aux petites entreprises. L'aide aux entreprises sera rendue plus efficace.

Les travailleurs seront dédommagés des augmentations de leurs cotisations personnelles. Dans un esprit de plus grande justice, une première réduction de l'impôt sur le revenu sera mise en œuvre en l'an 2000. Ces réductions se poursuivront ensuite jusqu'à ce que les cotisations destinées au système de retraite ne constituent plus un frein au pouvoir d'achat des travailleurs. Le seuil des revenus assujettis à l'impôt d'État sera révisé de manière à diminuer le nombre des travailleurs payant cet impôt.

La politique de l'emploi doit contribuer à ce que les postes à pourvoir puissent être rapidement occupés. Sécurité juridique et responsabilité des demandeurs d'emploi seront, pour faciliter l'entrée d'un chacun sur le marché du travail, plus clairement définies. L'accès des chômeurs de longue durée à un emploi sera amélioré. Les partenaires sociaux devront, à l'occasion des prochaines négociations salariales, se montrer profondément responsables pour que l'essor économique en cours soit poursuivi et renforcé.

La croissance ne doit pas être limitée aux grandes agglomérations urbaines. C'est toute la Suède qu'il faut développer. Des accords régionaux de croissance seront signés dans le courant de l'année. Les fonds structurels européens – de conserve avec les efforts nationaux déployés dans les infrastructures, la société des écocycles, les technologies de l'information et l'enseignement – devront contribuer à l'amélioration de ces équilibres régionaux.

L'impôt foncier sur les immeubles locatifs sera diminué de manière à réduire le coût du logement. La construction de logements devra, dans les grandes agglomérations urbaines, augmenter pour éviter toute pénurie et tout risque de surchauffe. La politique gouvernementale en matière de logement sera clarifiée dans la mesure où la responsabilité de nombreuses questions liées au logement incombera au ministre délégué au Ministère des finances.

La Suède doit consolider sa position de pointe parmi les sociétés de bien-être.

Seul celui qui connaît la sécurité peut se sentir partie prenante au changement. La politique de protection sociale universelle reste insurpassable par sa capacité à redistribuer la richesse tout en favorisant le développement.

Les ressources financières seront renforcées pour la santé, l'école et l'accueil des enfants et des personnes âgées. Les dotations de l'État aux collectivités locales seront relevées ; dans le même temps, notre forte croissance implique une augmentation substantielle des rentrées fiscales dans le secteur local. Des aides spécifiques sont prévues pour les communes les plus touchées par les problèmes économiques.

Un plan d'action national sera élaboré pour la politique sanitaire. La pluralité des formes de gestion est la bienvenue dans le secteur médical, mais les hôpitaux suédois ne doivent pas être gérés sur la base des considérations de profit du secteur privé. La qualité sera améliorée dans les soins primaires, la psychiatrie et l'assistance aux personnes âgées. Des représentants personnels doivent être désignés pour les handicapés mentaux. Il importe de garantir le recrutement du personnel dans le secteur public. Il faudra former davantage d'enseignants, d'infirmières et de médecins.

Les pensions seront réévaluées en fonction du montant de base intégral. Les barèmes de la prise en charge des personnes âgées doivent être clairs et raisonnables. Les retraités à bas revenus doivent, une fois payés leurs

redevances de prise en charge, conserver des moyens d'existence suffisants. Les maisons spécialisées pour personnes âgées et les services d'aide à domicile ont besoin d'un personnel plus nombreux. Le maintien du droit à l'assistance personnelle après l'âge de 65 ans sera assuré.

Les titulaires d'une pension d'invalidité doivent avoir la possibilité de tester leur capacité de travail sans que leur droit à pension en soit affecté. Les entraves au droit des personnes handicapées de participer pleinement à la vie de la société doivent être éliminées.

Tous les enfants ont droit à un bon départ dans la vie. La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant doit être respectée. La mise en place, au cours de la législature, d'un plafond de redevance pour les services d'accueil de l'enfance, représente une nouvelle avancée de la politique familiale de la Suède, politique unique en son genre. Les allocations familiales et le supplément pour familles nombreuses seront majorés. Hommes et femmes doivent pouvoir concilier une vie professionnelle active et une vie familiale épanouissante. La faiblesse de la natalité peut conduire à envisager d'autres mesures de politique familiale.

Tout délit doit être réprimé, et les causes de la délinquance combattues. Une assistance particulière doit être apportée aux femmes et aux enfants victimes d'abus. L'École supérieure de la police sera renforcée par une antenne à Umeå. La lutte contre la grande criminalité organisée sera intensifiée.

Jamais plus le bien-être social ne doit être mis en péril par un déficit incontrôlé des finances publiques. Le plafond de dépenses est donc maintenu. L'objectif reste de limiter à deux pour cent le déficit des finances publiques sur un cycle conjoncturel. Un amortissement total de la dette nette du secteur public au cours de la législature est à notre portée.

La Suède doit apporter une contribution active à une Europe de progrès et d'égalité.

La Suède manifeste son engagement dans la coopération entre les pays nordiques et les pays riverains de la Baltique en accueillant cette année la session annuelle du Conseil nordique, ainsi que par les réunions entre Premiers ministres des pays nordiques et des pays baltes. L'initiative « Objectif Pologne » est un succès et sera suivie l'année prochaine par une « Année des pays baltes ».

L'élargissement de l'Union est crucial pour l'accomplissement de sa mission première et fondamentale, la paix en Europe. Une décision permettant à de nouveaux pays d'engager des négociations concrètes en vue de leur adhésion devrait être prise dès cet automne. La stratégie commune pour la Russie adoptée par l'Union, à l'initiative de la Suède, doit rapidement être mise en œuvre. La capacité civile et militaire de l'UE en matière de prévention des conflits et de gestion des crises doit être renforcée.

La faible participation aux élections européennes est un signal d'alarme pour toute l'Union. Il importe de réduire l'écart entre les peuples et leurs élus. La Suède soutient la nouvelle Commission dans son aspiration à faire prévaloir un nouvel esprit de responsabilité, de transparence et de bonne gestion dans les institutions communautaires. Le gouvernement présentera un programme concret de mesures visant à moderniser l'UE et à faire émerger la coopération et la capacité de décision indispensables au sein d'une Union élargie.

L'introduction de l'euro dans onze de ses États membres aura un impact sur l'ensemble de l'Union européenne. La réussite de la monnaie commune est dans l'intérêt de tous les pays. L'action d'éducation populaire de cet automne donnera à chacun la possibilité de peser les avantages et les inconvénients d'une éventuelle participation de la Suède.

L'adhésion à l'Union européenne a contribué au vigoureux essor de l'économie suédoise. Les échanges de savoir ont amélioré les compétences individuelles, le marché intérieur a accru les parts de marché des entreprises, la concurrence a

contribué à juguler l'inflation. Afin de soutenir la poursuite d'une évolution favorable et de faire baisser les prix à la consommation en Suède, il convient d'accroître la libre circulation et d'ouvrir davantage les échanges commerciaux de l'Union avec le reste du monde.

De concert avec les autres nations, la Suède entend mener une politique pour l'égalité des chances, la viabilité écologique, la réduction du chômage et une influence accrue pour les consommateurs.

Au printemps 2001, la Suède exercera la présidence de l'Union. La Suède devra représenter les intérêts de l'Europe. Cela exigera de notre part une grande habileté pour concilier les points de vue au sein de l'Union et faire en sorte que des décisions puissent être prises. Ce sera un nouveau jalon de notre appartenance à l'Union.

Notre responsabilité dans le monde va de pair avec notre engagement européen. Toutes les nations du globe se doivent de coopérer dans la solidarité et la conscience des grands défis communs auxquels l'humanité est confrontée. L'ONU est et restera une pierre angulaire de la politique étrangère suédoise. La réforme des Nations Unies doit se poursuivre. Il est nécessaire de renforcer leur rôle dans la gestion des crises humanitaires. Il faut mettre un terme à la violence au Timor-Oriental. La paix doit être assurée dans les Balkans.

La Suède doit contribuer à la paix et à la stabilité dans notre partie de l'Europe comme dans le reste du monde. La non-participation aux alliances militaires, visant à permettre à notre pays de rester neutre en cas de guerre, demeure. La défense totale suédoise doit être adaptée aux menaces et aux risques de notre temps. Notre capacité à participer à des actions internationales sera renforcée. La situation nouvelle qui prévaut dans le domaine de la politique de sécurité nous permet d'affecter des ressources à d'autres besoins urgents.

L'aide au développement se verra allouer 1,3 milliard de couronnes de plus l'année prochaine. En y ajoutant les crédits non utilisés, cela permettra d'augmenter l'aide suédoise de trois milliards en 2000. Un réexamen du rôle futur de la coopération pour le développement doit être entrepris. Le respect des droits de l'homme doit sous-tendre l'ensemble de notre politique. La torture, les persécutions et la peine de mort doivent être combattues partout dans le monde.

Il ne faut jamais tenir la démocratie pour acquise. Elle est à conquérir, et à reconquérir sans cesse. Le fascisme, le nazisme et le racisme ne sauraient être tolérés. Nous ne devons pas oublier les crimes effroyables commis dans le passé contre la dignité humaine.

En janvier, la Suède sera l'hôte d'une conférence internationale sur l'Holocauste. C'est la première fois que des chefs d'État et de gouvernement de diverses régions du monde participeront ensemble à une telle rencontre sur les leçons que nous pouvons tirer de l'histoire. Cette conférence sera une manifestation claire contre la haine et l'oppression, pour les idéaux éternels de l'humanisme.

Madame la Présidente,

« La résignation est dangereuse. Un optimisme sans discernement ne l'est pas moins ; c'est ce que nous a appris le XX^e siècle. Mais entre ces deux extrêmes, il y a toujours les potentialités vivantes et l'espoir lucide. »

C'est par ces mots que s'achève l'essai historique de Sven-Eric Liedman, « De la solidarité ».

Nous devons emporter dans le monde futur le meilleur du passé. Il ne faut pas rejeter ce qui a fait la grande réussite de la Suède au XX^e siècle. Nous avons su, dans un esprit de concertation, allier le développement et l'égalité. Nous avons compris que le développement est la condition nécessaire de l'égalité, et que l'égalité est le moteur du développement. Pour que la société puisse maintenir sa cohésion et aller de l'avant, tous doivent être partie prenante.

Puissions-nous, au seuil d'un siècle nouveau, nous accorder sur cette aspiration commune : que soient mises à profit les potentialités vivantes de faire progresser l'égalité, et que l'espoir lucide continue de guider le progrès.

C'est dans l'égalité et le développement que l'être humain progresse. C'est ainsi qu'il est conforté dans son aspiration à transcender ses limites et à jeter des ponts. C'est alors que sa solidarité et son sens des responsabilités s'étendent, au-delà de lui-même et de ses proches, à ses semblables et aux générations futures.

La Suède doit être une nation où l'être humain a la force de voir en l'autre son semblable.